



AVIS PUBLIC

DEMANDE D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE **SECOND PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 770-5**

AUX PERSONNES INTÉRESSÉES AYANT LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE À L'ÉGARD DU SECOND PROJET DE RÈGLEMENT 770-5.

PRENEZ AVIS de ce qui suit :

1. ADOPTION DU SECOND PROJET DE RÈGLEMENT

À la suite d'une consultation publique tenue le 11 avril 2023 et annoncée 15 jours au préalable, conformément à la loi et à l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020, sur le premier projet de règlement, le conseil municipal de la municipalité de Saint-Damien a adopté, le 18 avril 2023, le second projet de règlement 770-5 modifiant le Règlement relatif aux usages conditionnels 770 concernant les dispositions relatives à l'usage principal autre que l'habitation dans les zones M-3, M-4 et M-5, ainsi que les usages mixtes et usages multiples dans les zones autorisées.

2. OBJET DU SECOND PROJET DE RÈGLEMENT

L'objet du présent règlement est d'établir les dispositions particulières et critères d'analyse d'usage conditionnel pour un usage principal autre que résidentiel, en zone M-3, M-4 et M-5. Établir les dispositions particulières et critères d'analyse d'usage conditionnel pour des usages mixtes. Établir les dispositions particulières et critères d'analyse d'usage conditionnel pour des usages multiples.

3. APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

Ce second projet de règlement contient des dispositions pouvant faire l'objet d'une demande, de la part des personnes intéressées des zones visées et des zones qui leur sont contiguës, afin qu'un règlement contenant ces dispositions soit soumis à leur approbation conformément à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

Une telle demande vise à soumettre ces dispositions à l'approbation des personnes habiles à voter de la zone à laquelle elles s'appliquent et de celles de toute zone contiguë d'où provient une demande valide. Une disposition qui s'applique à plus d'une zone est réputée constituer une disposition distincte s'appliquant particulièrement à chaque zone mentionnée.

Ainsi, une demande relative à l'une des dispositions du second projet de règlement peut provenir des personnes intéressées d'une zone directement visée par celle-ci. Elle peut aussi provenir d'une zone qui est contiguë à une zone visée.

Le contenu du second projet de règlement peut être consultée sur le site Internet de la municipalité au www.st-damien.com ou au bureau de l'hôtel de ville, 6850, chemin Montauban, aux heures d'ouverture habituelle.

4. ZONES VISÉES ET ZONE CONTIGUËS

Les zones visées par le second projet de règlement sont C-1, C-2, C-3, C-4, C-5, M-1, M-3, M-4, M-5, telles que représentées au plan de zonage. Les zones contiguës visées par le second projet de règlement sont H-1, H-2, H-3, H-4, H-5, M-2, M-6, VD-2, VD-3, VD-4, telles que représentées au plan de zonage.

Le plan des zones visées et des zones contiguës peut être consultée sur le site Internet de la municipalité au www.st-damien.com ou au bureau de l'hôtel de ville, 6850, chemin Montauban, aux heures d'ouverture habituelle.

5. CONDITIONS DE VALIDITÉ D'UNE DEMANDE

Pour être valide, toute demande doit :

- indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone d'où elle provient;
- être signée par au moins 12 personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone est de 21 ou moins;
- être reçue au bureau de l'hôtel de ville (6850, chemin Montauban) ou transmise par courriel à urbanisme@st-damien.com, avant le 19 juin 2023 à 16 h 30.

6. CONDITIONS À REMPLIR POUR AVOIR LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE

Est une personne habile à voter :

1. Une personne qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes à la date d'adoption du second projet de règlement :
 - être domiciliée dans la zone d'où peut provenir une demande;
 - être domiciliée depuis au moins 6 mois au Québec.
2. Le propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit la condition suivante à la date d'adoption du règlement :
 - être propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise situé dans la zone d'où peut provenir une demande depuis au moins 12 mois.

Pour exercer son droit :

1. Le copropriétaire indivis d'un immeuble ou le cooccupant d'un établissement d'entreprise doit être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou cooccupants, comme celui qui a le droit de signer le registre en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant; la procuration doit avoir déjà été produite ou être produite lors de la signature de la demande.
2. Une personne physique doit être majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.
3. Une personne morale doit désigner parmi ses membres, administrateurs ou employés, par résolution, une personne qui, à la date d'adoption du règlement et au moment d'exercer ses droits, est majeure, de citoyenneté canadienne, qui n'est pas en curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la loi; la résolution doit avoir déjà été produite ou être produite lors de la signature de la demande.

Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme personne habile à voter à plus d'un titre conformément à l'article 531 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

6. ABSENCE DE DEMANDES

Toutes les dispositions du second projet qui n'auront fait l'objet d'aucune demande valide pourront être incluses dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

Pour plus d'information concernant ce projet de règlement, veuillez communiquer avec le Service de l'urbanisme à l'adresse suivante : urbanisme@st-damien.com.

Donné à Saint-Damien, ce 5 juin 2023



Hugo Allaire
Directeur général et greffier-trésorier